



Communiqué de presse

Le marché du solaire thermique baisse de 15,3 % en 2020

EurObserv'ER publie son **BAROMÈTRE SOLAIRE THERMIQUE ET SOLAIRE THERMODYNAMIQUE 2021**

Téléchargement libre:

<https://www.eurobserv-er.org/pdf/barometres-solaire-thermique-et-solaire-thermodynamique-2021/>

Paris, septembre 2021

Chiffres clés pour les secteurs solaire thermique et CSP dans l'UE-27 en 2020

Installations solaires thermiques :

1,94 million m² : Surface de capteurs nouvellement installés dans l'UE en 2020 (2,28 Mm² en 2019).

53,9 million m² : Surface cumulée de capteurs solaires thermiques dans l'UE à fin 2020.

Centrales solaires à concentration (CSP) :

2 329 MW : Capacité des centrales solaires à concentration en service dans l'UE en 2020 (2 329 MW en 2019).

Principaux enseignements du baromètre

Selon les données d'EurObserv'ER, 1,94 million de m² de panneaux solaires thermiques ont été installés dans l'UE-27 en 2020. Ce chiffre équivaut à une capacité de 1 358 MW_{th} et marque une baisse de 15,3 % comparé à l'année précédente. La surface totale des capteurs de l'Union Européenne s'élève désormais à 53,9 millions de m² (37 711 MW_{th}), soit une augmentation de 1,7 % en un an. Parmi les marchés européens qui ont subi les plus fortes baisses en 2020 on notera le Danemark (- 92 %), la Pologne (- 39 %) et la Grèce (- 16 %). L'Allemagne conserve, quant à elle, sa place de leader européen (+ 26 %) à la fois sur les capteurs plans vitrés mais également sur les équipements sous vides. Avec un marché de plus de 120 000 m², la France se place en cinquième position européenne en 2020 (un chiffre stable par rapport à 2019). Le pays fait partie des 6 États membres dont le marché national a dépassé les 100 000 m² l'an passé. Côté capteurs solaires hybrides PV-T, le parc européen est évalué à 242 000 m² et c'est une nouvelle fois l'Allemagne qui se place en leader du segment avec près de la moitié de la surface installée.

Pour ce qui est des centrales thermiques à concentration (concentrated solar power – CSP), le marché européen est à l'arrêt depuis 2019 et la puissance en opération reste à 2 329 MW installés. La dynamique du secteur pourrait cependant redémarrer grâce à de prochains appels d'offres annoncés en Espagne.



Liens

- Téléchargement libre du rapport "[L'état des énergies renouvelables en Europe](#)", 19^{ème} édition
- Téléchargement libre de [tous les baromètres](#) thématiques
- Inscrivez vous aux alertes [EurObserv'ER](#) pour recevoir les communiqués de presse.
- Suivez nous sur [Twitter](#)
- Tous les [communiqués de presse](#) sont téléchargeables depuis le coin presse du site, ainsi que tous les [graphes and tableaux](#)

Le prochain baromètre traitera des énergies renouvelables dans les transports



Pour plus d'informations :

Diane Lescot
Observ'ER
146, rue de l'Université
75007 Paris / France
Tel: +33 (0) 1 44180080
E-mail: diane.lescot@energies-renouvelables.org

A propos d'EurObserv'ER

Le baromètre EurObserv'ER consiste en une publication régulière, à destination de la presse européenne, d'indicateurs reflétant l'actualité des énergies renouvelables (solaire, éolien hydraulique, géothermie et biomasse) dans le monde et en Europe. Tous les baromètres sont en libre accès sur le site du projet.

Note

Dans le cas d'une utilisation des données du baromètre EurObserv'ER, le consortium apprécierait que lui soient adressées les parutions dans lesquelles ce baromètre est cité. La référence de l'article peut être envoyée par e-mail à l'adresse ci-dessus. Si vous faites référence à EurObserv'ER dans un article, rapport ou tout autre document, merci de référencer la source comme suit : Source: EurObserv'ER, www.eurobserv-er.org, 2021.

Disclaimer

Ce baromètre a été réalisé par Observ'ER dans le cadre du projet "EurObserv'ER" regroupant Observ'ER (FR), ECN part of TNO (NL), Renac (DE), Fraunhofer ISI (DE), VITO (BE) et CBS Statistics Netherlands (NL). Le contenu de cette publication n'engage que la responsabilité de ses auteurs et ne représente ni l'opinion de la Commission européenne, ni celle de l'Ademe. Ni la Commission européenne, ni l'Ademe ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y figurent.